

ASSEMBLÉE NATIONALE

11 mars 2024

RENFORCER LA SÉCURITÉ DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ - (N° 2296)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 42 (Rect)

présenté par
M. Lefèvre

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 2, insérer l'article suivant:**

Après l'article 15-3-3 du code de procédure pénale, il est inséré un article 15-3-4 ainsi rédigé :

« Art. 15-3-4. – Les professionnels de santé peuvent sur autorisation du procureur de la République ou du juge d'instruction, déclarer comme domicile l'adresse de leur ordre professionnel au tableau duquel ils sont inscrits, du commissariat ou de la brigade de gendarmerie. Si la personne a été convoquée en raison de sa profession, l'adresse déclarée peut être son adresse professionnelle.

« L'adresse personnelle de ces personnes est alors inscrite sur un registre coté et paraphé, qui est ouvert à cet effet. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet de donner à la victime, en cas de plainte, la possibilité de faire domicilier à l'adresse de son Ordre professionnel, du commissariat ou de la brigade de gendarmerie. Il s'agit d'une mesure visant à protéger les professionnels de santé de représailles. Cela devrait permettre à ces professionnels d'oser porter plainte lorsqu'ils sont victimes de violences du fait de leur appartenance à une profession médicale.